

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN
DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du 11 DEC. 2002

prescrivant une étude fixant les mesures conservatoires et les conditions de surveillance applicables au site de la carrière de la Société des Carrières de SAINT-NABOR, aux lieux-dits "Buergerwald" et "Kolisacker", sur les communes de SAINT-NABOR et OTTROT

**Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre Ier, et notamment son article L 512-7,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18,
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2000 prescrivant à la Société des Carrières de SAINT-NABOR, rue des Carrières à SAINT-NABOR, la mise en sécurité du site de sa carrière,
- VU** le jugement en date du 17 avril 2002 de la Chambre Commerciale du Tribunal de Grande Instance de Saverne mettant fin à la procédure de redressement judiciaire ouverte le 19 mars 2002, prononçant la liquidation judiciaire à effet immédiat de la S.A. Société des Carrières de SAINT-NABOR à SAINT-NABOR et nommant un liquidateur,
- VU** l'arrêté préfectoral d'urgence du 13 mai 2002 imposant de sécuriser le site de la carrière de SAINT-NABOR,
- VU** le rapport du 3 octobre 2002 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que l'exploitant de la Société des Carrières de SAINT-NABOR n'a pas respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2000 lui imposant la mise en sécurité du site de sa carrière sur les bans des communes d'OTTROT et de SAINT-NABOR,

CONSIDÉRANT que cette société a été mise en liquidation judiciaire en date du 17 avril 2002,

CONSIDÉRANT qu'à la suite de cette liquidation judiciaire, les travaux de mise en sécurité du site ont été interrompus et ne sont pas achevés,

CONSIDÉRANT que le non-achèvement des travaux de mise en sécurité des fronts induit des risques certains d'éboulement de roches et représente de graves dangers pour toute personne qui accéderait au site,

CONSIDÉRANT que la surveillance et la sauvegarde du site sont nécessaires dans l'attente de la mise en sécurité finale des fronts,

CONSIDÉRANT qu'il convient de déterminer les mesures conservatoires à prendre, les travaux à effectuer et les conditions de surveillance du site de la carrière en vue de sa sauvegarde,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

La Société des Carrières de SAINT-NABOR, représentée par son liquidateur, Me Fabienne WINDENBERGER-JENNER, fait réaliser, par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration, une étude permettant d'établir les mesures minimales conservatoires de sauvegarde à prendre, qui permettront de pérenniser la sûreté du site et de poursuivre quand le moment viendra et dans les meilleures conditions possibles, les travaux de mise en sécurité.

Cet organisme détermine la nature et le rythme des vérifications qu'il convient d'assurer en vue d'établir une surveillance optimale du site.

Article 2 :

Les clôtures, portails et pancartes définis par les arrêtés préfectoraux des 25 janvier 2000 et 13 mai 2002 sont maintenus en bon état.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société des Carrières de SAINT-NABOR, représentée par son liquidateur.

Article 4 :

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
 - le Sous-Préfet de MOLSHEIM,
 - le Maire de SAINT-NABOR,
 - le Maire d'OTTROTT,
 - l'Indivision BACHERT,
 - le Commandant du groupement de gendarmerie,
 - les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée au liquidateur de la Société des Carrières de SAINT-NABOR.

Pour ampliation
P le Secrétaire Général
le Secrétaire administratif

Francine SPRAUL



Le Préfet,
P le Préfet
Le Secrétaire Général
MICHEL LAFON

Délais et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de six mois à compter de sa publication ou de son affichage.